

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/168**

**G/SCM/W/175**

24 novembre 1995

(95-3717)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS  
ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR ISRAEL<sup>1</sup>  
AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE  
L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 novembre 1995.

1. Questions générales

- a) Dans les cas où il n'y a pas de dispositions pertinentes dans la législation nationale, l'Accord de l'OMC s'applique-t-il?
- b) Si les dispositions de la législation nationale en vigueur ne sont pas conformes à l'Accord de l'OMC, les dispositions de ce dernier s'appliquent-elles?

2. Comparaison avec un prix comparable du produit similaire

L'article 2.2 de l'Accord de l'OMC dispose que la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif, lorsqu'aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur.

Or, l'article 12 b) 1) du Titre 3 de la Loi antidumping d'Israël dispose que le prix normal des produits est réputé être le prix le plus élevé de produits identiques exportés vers un pays tiers au cours d'opérations commerciales normales.

Cette disposition augmenterait artificiellement la marge de dumping et devrait être dûment révisée conformément à l'Accord de l'OMC.

Quel est l'avis d'Israël à ce sujet?

./.

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/ISR/1-G/SCM/N/1/ISR/1-G/SG/N/1/ISR/1.

3. Plainte relative à des importations faisant l'objet d'un dumping

L'article 16 du Titre 4 de la Loi antidumping d'Israël dispose seulement que le producteur d'un produit peut adresser au commissaire une plainte écrite. Il semble que le gouvernement israélien facilite le dépôt des plaintes et qu'il faille s'attendre à ce que des abus se produisent.

Par conséquent, cette disposition de la Loi antidumping d'Israël devrait reprendre les prescriptions concernant l'engagement de la procédure et l'enquête ultérieure qui figurent à l'article 5.4 de l'Accord de l'OMC.

Quel est l'avis d'Israël à ce sujet?

4. Comparaison avec un prix comparable du produit similaire

L'article 9.1 de l'Accord de l'OMC dispose qu'il est souhaitable que le droit soit moindre que la marge de dumping si ce droit moindre suffit à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale; l'article 9.3 de l'Accord de l'OMC dispose que le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping.

L'Accord de l'OMC permet donc l'imposition d'un droit antidumping inférieur à la marge de dumping ou à la marge de dommage.

Or, l'article 24 b) du Titre 5 de la Loi antidumping d'Israël dispose que le droit antidumping est fixé à un niveau égal à une partie ou à la totalité de la différence entre le prix normal et le prix à l'exportation.

Israël peut-il expliquer pourquoi les deux dispositions diffèrent?

5. Règles relatives à la comparaison des prix

L'article 14 du Titre 3 de la Loi antidumping d'Israël dispose que la comparaison des prix se fera sur la base de conditions commerciales similaires, compte tenu des différences dans les conditions de vente, y compris les différences concernant les impôts indirects, ainsi que de tout autre facteur de nature à affecter la comparaison.

L'article 2.4 de l'Accord de l'OMC prévoit qu'il sera procédé à une comparaison équitable de la manière suivante:

"[La comparaison] sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et ...". De plus, cet article indique qu'il sera tenu compte des frais.

Israël peut-il expliquer pourquoi les deux dispositions diffèrent?

6. Absence de transparence

En général, la Loi antidumping d'Israël est si simple qu'elle ne peut pas refléter adéquatement le but visé par le Code antidumping de l'OMC, surtout en ce qui concerne l'article 2 (détermination de l'existence d'un dumping) et l'article 4 (détermination de l'existence d'un dommage).

De plus, aucune disposition ne reprend le concept *de minimis*.

Israël prévoit-il de réviser sa Loi antidumping afin de la rendre conforme à l'Accord de l'OMC?